

● (1720)

Encore une fois, contrairement aux libéraux et au parti à ma droite, nous sommes prêts à dire clairement que ceux qui ont les moyens de payer devraient se trouver en tête de ligne avec leurs chèques de paye, car il n'est plus temps de parler de justice, d'humanitarisme ni de collaboration. Il est temps de commencer sans tarder à mettre en vigueur des programmes souhaitables d'un point de vue social.

C'est pourquoi nous sommes prêts à déclarer—et ni les conservateurs ni les libéraux n'y ont fait allusion—que c'est une injustice flagrante d'avoir imposé des directives limitant à 6 et 5 p. 100 les prochaines hausses de traitement des fonctionnaires fédéraux, d'avoir exhorté les provinces et le secteur privé à suivre cet exemple—chose que les conservateurs ont approuvée—tout en réduisant en même temps de plus de un milliard de dollars les impôts payés par les Canadiens les plus riches. C'est une honte.

Il y a là une source de revenu possible, à notre avis.

**M. Gamble:** Encore des illusions!

**M. Broadbent:** Encore des illusions, dit un conservateur. Je répondrai au député qui vient d'intervenir, après avoir entendu le discours des conservateurs, qu'un autre pays a mis en vigueur le programme préconisé par les progressistes conservateurs canadiens, je veux parler du gouvernement de Margaret Thatcher. En Grande-Bretagne, le chômage a augmenté pendant 38 mois d'affilée depuis que Margaret Thatcher est au pouvoir, et c'est exactement ce qui se passerait ici sous un gouvernement conservateur.

Si nous avons besoin d'argent pour créer des emplois, nous sommes disposés à mettre en pratique cette justice dont parlent les autres partis. Nous abrogerions le dégrèvement d'impôt offert par les libéraux l'automne dernier aux Canadiens des catégories supérieures de revenu et nous dirions: «Oui, c'est vrai, si les travailleurs doivent se contenter d'une augmentation de traitement de 6 et de 5 p. 100 et que les pensionnés doivent commencer à payer un impôt sur le revenu, il est grand temps d'imposer une surtaxe aux Canadiens qui appartiennent aux catégories supérieures de revenu afin de rassembler les fonds nécessaires à la création d'emplois dont nous avons besoin à l'heure actuelle.»

En même temps, nous disons que si le gouvernement avait examiné intelligemment les programmes de dépenses fédérales, et là encore je n'ai rien entendu de précis à ce sujet de la part des conservateurs, il aurait trouvé des secteurs où des coupures peuvent s'effectuer même si, dans des conditions normales, elles ne seraient pas nécessaires. Si, toutefois, il existe des secteurs de dépenses fédérales dont la priorité n'est pas la création d'emplois, les députés de notre parti estiment que des coupes s'imposent dans ces secteurs et nous n'hésitons pas à le dire.

Par conséquent, c'est dans ce contexte que nous avons proposé de supprimer les projets en vue de dépenser des sommes destinées à des ambassades à l'étranger l'an prochain. Il en va de même pour les fonds consacrés au bureau du Centre d'information sur l'unité nationale, dont un tiers du budget global va à la publicité, ce qui est inutile. En agissant ainsi, nous réussirions à restreindre de près de 400 millions de dollars les dépenses publiques déjà allouées, outre le 1.3 million de dollars qui proviendrait de la surtaxe.

### *L'économie*

En dernier lieu, nous supprimerions un autre programme lancé par le ministre. Je le vois qui s'interroge sur les chiffres de la surtaxe. Je lui signale que nous avons procédé à des vérifications et des contre-vérifications et que nous sommes certains de nos chiffres. D'ailleurs, je tiens à lui dire que son ministère est le dernier qui peut se permettre de corriger les chiffres avancés par d'autres.

**M. Lalonde:** C'est le ministère du Revenu dans ce cas?

**M. Broadbent:** J'en viens à une autre mesure contenue dans le budget présenté l'automne dernier par le ministre, qui était à l'époque ministre de l'Énergie, et qui offrait aux compagnies pétrolières une subvention spéciale. Je veux parler de la subvention prévue dans le cadre du Programme d'encouragements pétroliers. Nous avons voté contre cette mesure—les conservateurs, bien entendu, ont voté en faveur de celle-ci. Nous avons dit à l'époque qu'elle contribuerait à des investissements illogiques. Pour nous, si nous voulions canadieniser le secteur pétrolier, il fallait faire comme la plupart des pays producteurs, à savoir faire appel au secteur public et non pas utiliser l'argent des contribuables pour financer les investissements privés. C'est pourquoi nous avons voté contre ce programme.

**Une voix:** Vraiment?

**M. Broadbent:** Le député n'a qu'à vérifier dans le hansard. Nous avons voté contre cette mesure, non seulement parce que nous disposons d'une société d'État qui, à nos yeux, constitue un moyen plus valable d'intervention dans le secteur énergétique, mais également parce que cette mesure allait contribuer à des investissements sans rime ni raison, même si l'on s'en remettait au secteur privé.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** Si les conservateurs veulent bien se calmer, je vais leur raconter ce qui s'est produit par la suite. Ils doivent d'ailleurs être au courant de l'affaire, puisque j'ai entendu certains d'entre eux s'en plaindre. Nous avons enregistré le plus gros échec d'une société privée depuis la Deuxième Guerre mondiale. Je veux parler de la faillite de Dome Petroleum. L'opération de sauvetage, qui ne se justifiait pas, est la conséquence directe du programme lancé par le gouvernement et que les conservateurs ont appuyé. Nous estimons qu'il faut mettre fin à ce programme.

A défaut de mettre fin à ce programme, le gouvernement devrait au moins consacrer 500 millions qui y sont affectés, à la création directe d'emplois.

Je voudrais dire un mot de la façon dont nous comptons dépenser cet argent. Contrairement aux membres du parti à ma droite—à ma droite dans tous les sens du terme—nous croyons qu'un parti d'opposition, particulièrement en cette période, a le devoir—je dis bien le devoir—d'expliquer ce qu'il ferait.

**Une voix:** Vous n'avez fait aucune suggestion.

**M. Broadbent:** Sachant que tout le pays, depuis la Colombie-Britannique jusqu'à Terre-Neuve est victime du chômage, nous consacrerions 220 millions à des programmes de reboisement qui ne constitueraient pas de simples programmes de création d'emplois puisqu'ils auraient pour effet de contribuer à une gestion rationnelle des forêts, ce qui se fait depuis des décennies en Europe de l'Ouest, de manière à ce qu'au moment de la reprise solide des affaires aux États-Unis, nous disposions du bois voulu. En d'autres termes, cette solution